

CONSTRUIRE / DECONSTRUIRE
LES EPISTEMOLOGIES DE GENRE, MOTEURS DE LA POST-MODERNITE

Par

Marie-Joseph BERTINI

Professeure des Universités en Sciences de l'information et de la communication, Directrice du
Laboratoire de recherche interdisciplinaire Récits, Cultures et Sociétés (LIRCES - UPR 3159)

Un irrésistible courant théorique et pratique

L'expression internationale "Gender Mainstream" s'est formée sur deux mots : Gender, et Mainstream qui désigne en anglais un courant principal et une évidence, et renvoie plus particulièrement aux modes d'action dominants au sein d'une organisation ou d'une institution, ainsi qu'aux règles qui les régissent. L'expression est apparue en 1985 lors de la Troisième Conférence Mondiale des Nations-Unis sur les femmes à Nairobi, visant à promouvoir le rôle des femmes, avant de faire l'objet d'une plate-forme définie lors de la Quatrième Conférence Mondiale des Nations-Unis sur les Femmes à Pékin en 1995. En 1998, le Conseil de l'Europe définit le mainstreaming, traduit en français par "approche intégrée de l'égalité" comme "La (ré) organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques".

Le Gender Mainstream se définit donc comme une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et développe des stratégies visant à incorporer durablement la perspective de cette égalité dans toutes les dimensions et à tous les étages de la réalité sociale et culturelle. Dans cette optique le Genre n'est plus une simple variable, un critère d'analyse parmi d'autres, mais il bénéficie d'une pleine reconnaissance comme force structurante de la réalité politique et sociale. Il s'agit par conséquent de prendre systématiquement en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes dans l'évaluation de toute situation quelle qu'elle soit, et ce avant toute intervention concrète. Cherchant à intégrer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques et actions communautaires, le Gender mainstream

trouve ses applications dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la formation, mais aussi de la politique, du développement, de la santé, du travail, pour ne citer qu'eux. Il exprime une prise de conscience institutionnelle et internationale qui doit beaucoup, si ce n'est tout, aux travaux des études de Genre, dont il constitue l'un des effets pratiques les plus considérables.

Le Gender mainstream représente une perspective originale qui passe par la reconnaissance de la spécificité des identités féminines et masculines, et prône un partage équilibré des responsabilités entre les femmes et les hommes en les associant à parts égales à toutes les décisions importantes, permettant ainsi à leurs potentiels respectifs d'être également mis à contribution. Dans ce but un grand nombre de moyens sont mobilisés, même si les méthodes divergent parfois. L'intérêt principal du Gender mainstream concerne la volonté qu'il exprime de mobiliser l'ensemble des instruments linguistiques, financiers, juridiques... de la communauté internationale, dans le but de construire des relations nouvelles et équilibrées entre les sexes. Dépassant et englobant la seule exigence de promotion des femmes dans l'espace public, le Gender mainstream recouvre une approche globale visant à intégrer à moyen et long terme, de manière durable et étendue, la perspective de l'égalité à tous les niveaux. Il en résulte une méthodologie spécifique qui s'applique à tous les projets promus et soutenus par les institutions de la communauté internationale.

Chaque projet fait ainsi l'objet d'une division en plusieurs étapes dont voici les principales : l'analyse de la situation à travers laquelle sont inventoriés les problèmes qui se posent aux femmes et aux hommes, ainsi que les obstacles et les freins soulevés par leur résolution éventuelle. La définition des objectifs en faveur de l'égalité rendus accessibles par ce projet ; l'attention porte particulièrement à cet endroit sur la mise au point de critères mesurables. L'élaboration des solutions : il s'agit de dégager des stratégies adaptées aux problèmes soulevés initialement, en vérifiant soigneusement la conformité de ces dernières aux objectifs désignés dans l'étape précédente. La phase de réalisation correspond à la mise en œuvre des stratégies appropriées. Enfin la dernière étape est celle de l'évaluation qui s'interroge sur les apports de l'approche intégrée du Genre, et vérifie l'impact de celle-ci sur la réalisation des objectifs fixés au départ du projet.

Le Gender mainstream initie donc une approche intégrée du Genre nécessitant une organisation spécifique des actions, liée à une planification exigeante, à une démarche systématique mais aussi à une très bonne connaissance des travaux sur le Genre et des enjeux

théoriques et pratiques qu'il mobilise. Une telle démarche ne s'improvise pas et appelle le développement important des recherches et des formations en Gender mainstream, à partir notamment de champs interdisciplinaires stratégiques tels que les sciences de l'information et de la communication.

Nous n'avons jamais été post-modernes

Les années soixante et soixante-dix du XX^e siècle sont des années-charnière à partir desquelles s'amorce la recomposition totale du paysage épistémique sous le double effet des théoriciens de la déconstruction d'une part (Foucault, Derrida, Deleuze, Rorty) et des épistémologues des sciences d'un nouveau Genre d'autre part (Kuhn, Lakatos, Popper, Feyerabend). Leurs actions combinées et recombinaisonnées par un grand nombre d'auteurs et d'instances de diffusion du savoir anglo-saxonnes, aboutiront à l'apparition des Cultural, des women puis des Gender Studies, logiquement articulées à celle des science Studies . Le germe de l'historicité traversant l'ensemble des épistémés ne pouvait manquer de favoriser la remise en cause des pratiques scientifiques propres aux sciences dures, ni laisser de côté les présupposés et les attentes sur lesquels elles s'appuient. Le croisement critique et fécond des sciences humaines et sociales d'une part et des sciences désignées comme exactes de l'autre, a ouvert un champ de recherches multiples, divisé lui aussi en nombreux courants et chapelles de sorte qu'il n'est pas question de les décliner toutes ici, mais de mettre en évidence les idées-clefs et la cohérence de la démarche qui les guident.

Petite mythologie de la preuve : l'approche rationaliste française

L'approche française, à peine entamée aujourd'hui par ce courant de recherches , repose sur une double prétention : à l'objectivité du chercheur d'une part ; à l'universalité de ses résultats grâce à la validité consensuellement reconnue de sa méthode scientifique d'autre part. L'épistémologie française était jusqu'alors l'affaire des philosophes des sciences parmi lesquels émergent les figures de Gaston Bachelard et Georges Canguilhem. L'histoire des sciences, peu développée pour des raisons logiques (l'universel n'a pas d'histoire : il se déploie hors du temps humain dans le ciel des idées pures) laisse le terrain libre à une vision de la science logocentrique, définie comme un système autonome, dont les évolutions sont le produit d'un processus linéaire et progressif, indépendant des logiques économiques, sociales et culturelles qui l'accompagnent sans interagir avec lui, processus coextensif à la Raison elle-même à la fois agent et effet de l'activité scientifique. Bruno Latour (1999) use, pour désigner la force de cette approche, d'un terme volontairement lapidaire : il parle en effet du "national-rationalisme" français qu'il

assimile à l'identité française, c'est-à-dire à la propension historique de cette dernière à utiliser l'universalité comme un mode de transformation de la pluralité contradictoire du réel, destiné à faire disparaître comme par magie les conflits, les paradoxes, les passions, et les intuitions qui le sous-tendent. En établissant ainsi un parallèle entre le modèle politique français et son modèle épistémique, Latour permet de dégager l'idée d'une épistémologie politique dont la pérennité explique l'isolement progressif de l'appréhension hexagonale du monde. Décidée à défendre coûte que coûte la mythologie universaliste qui la constitue jusqu'ici, la France s'est résolument et longtemps maintenue à distance des principaux instruments théoriques de transformation sociale et politique que sont les Cultural, les Gender et les science Studies.

L'approche française prend sa source dans une tradition intellectuelle en grande partie issue de la philosophie de l'antiquité grecque, et du platonisme en particulier. Là s'originent les concepts de réalité, de vérité, de rationalité, de connaissance et de logique qui gouvernent son économie. Platonisme et cartésianisme imposent les représentations d'une connaissance rigoureuse, basée sur la mise en question progressive des évidences et la recherche de la preuve. Leur réalisme est un humanisme, au sens où l'un et l'autre attribuent à l'être humain la charge de mettre à jour les mécanismes secrets d'une réalité fondatrice, indépendante de nos systèmes de représentations, du langage qui l'exprime et des structures cognitives qui la pensent. L'intérêt de cette démarche ne peut nous échapper et les résultats substantiels auxquels elle a donnée lieu militent assez en sa faveur. Toutefois, occupée qu'elle était à passer l'ensemble des phénomènes au crible des instruments de sa critique, celle-ci a négligé d'interroger ses instruments eux-mêmes, de questionner leurs modes de production et d'utilisation. Elle est donc tout entière concentrée autour de l'idée de connaissance objective rendue possible par l'élaboration de propositions vraies, elles-mêmes représentations exactes d'une réalité existant indépendamment d'elles. Le processus de démonstration logique auquel est astreinte toute proposition garantit sa validité scientifique et légitime son caractère de vérité éprouvée s'imposant par là-même à tous, quelles que soient les particularités du contexte spatio-temporel et culturel invoqué.

Une telle connaissance, élaborée selon de telles méthodes, n'a que faire des particularismes des chercheurs, ni de leurs motivations profondes, ni même de leurs caractéristiques individuelles. Elle peut être conduite et produite indifféremment par une femme ou par un homme, par un européen ou un africain, à l'époque des Lumières comme dans un siècle ou deux, par un humain ou bien par une machine évoluée qui utiliserait un algorithme approprié. Elle institue le modèle d'un chercheur sans qualités et désintéressé, "travailleur de la preuve" selon

l'expression de Bachelard, luttant pour établir la vérité de savoirs objectifs dont le contenu et la portée sont universels et intemporels.

Pour une épistémologie politique : l'approche constructionniste anglo-saxonne

En démontrant le caractère historiquement et socialement situé des discours scientifiques, les science Studies ont ébranlé la revendication de validité universelle de la science. Leur transdisciplinarité réelle qui emprunte particulièrement à la sociologie, à l'anthropologie, à l'ethnologie et à l'Histoire, est appliquée à dégager les différents aspects de l'activité scientifique, aspects matériels, économiques, politiques, mais aussi idéologiques, institutionnels et sociaux. Il s'agit de comprendre la façon dont les modes de production de la science et ses différentes contextualisations influencent directement le contenu des connaissances qui en découlent. Les science Studies adoptent la définition foucauldienne d'une science entendue comme ensemble de stratégies discursives, c'est-à-dire de savoirs articulés sur des pratiques.

La modélisation scientifique renvoie ici à une modélisation inquestionnée de la réalité qui appelle une généalogie telle celle initiée par Nietzsche, selon lequel il n'y a pas de fait, il n'y a que des interprétations . "Jamais aucune théorie n'est en accord avec tous les faits auxquels elle s'applique" écrit en écho Paul Feyerabend "et pourtant, ce n'est pas toujours la théorie qui est en défaut. Les faits sont eux-mêmes constitués par des idéologies plus anciennes, et une rupture entre les faits et les théories peut être la marque d'un progrès . C'est aussi un premier pas dans notre tentative pour découvrir les principes qui guident implicitement les observations familières" (Feyerabend, 1979, p. 55). L'archéologie foucauldienne répond aux mêmes exigences et fournit les éléments centraux de cette boîte à outils à visée déconstructive et transformative. Elle permet notamment de comprendre que toute activité cognitive est socialisée, c'est-à-dire enchâssée dans le réseau des rapports de force qu'est le pouvoir, et que nos cosmologies sont des "cosmopolitiques" (Stengers, 1996, reprenant une expression kantienne) qui appellent une écologie des pratiques. Que "les substantifs "abstraction", "universaux", "théorie" sont de très mauvais adjectifs et d'exécrables adverbes. Une théorie n'est pas faite théoriquement. Une abstraction n'est pas produite de manière abstraite. Un universel n'est pas fabriqué universellement, pas plus qu'une raffinerie de pétrole n'est elle-même raffinée..." (Latour, 1993, p. 157-158).

Latour, comme Feyerabend, insiste sur la nécessité de ramener le savoir scientifique dans le giron des connaissances communes, mais l'un et l'autre représentent deux courants divergents .

Pour Latour en effet, ainsi que pour une grande partie des représentants français de la sociologie des sciences, accepter qu'une connaissance soit localement fabriquée, historiquement et socialement située, ne signifie pas pour autant qu'elle soit incapable de productions universelles-abstraites-théoriques : leur sociologisme scientifique ne débouche pas sur un relativisme absolu mais sur un "relativisme relatif" ou "relationnisme". Pour Feyerabend au contraire, comme pour les tenants d'une déconstruction totale des connaissances acquises et constituées en disciplines (Rorty), les science Studies débouchent sur un relativisme absolu, et l'épistémologue n'a pas de mots assez durs pour décrire le nouveau statut de la science selon lui : la science est jugée indiscreète, bruyante, arrogante, agressive et dogmatique, utopique et pernicieuse ; la seule règle admissible selon lui désormais est celle de l'incommensurabilité des théories entre elles, et le nouveau mot d'ordre qui en découle : "Tout est bon". Ainsi écrit-il : "Une science qui se targue de posséder la seule méthode correcte et les seuls résultats acceptables est une idéologie, et doit être séparée de l'Etat et particulièrement de l'éducation. On peut l'enseigner, mais uniquement à ceux qui ont décidé d'adopter cette superstition particulière" (Feyerabend, 1979, p. 348). La posture de l'auteur et la violence de ce rejet sont elles-mêmes historiquement déterminées et nul doute que la biographie de l'auteur nous fournirait à ce sujet de précieux renseignements, susceptibles d'éclairer sa relation complexe et dénuée de nuances au projet théorique global et unifié qui est celui des sciences dures.

Une ingénierie de la transgression

La démarche des "Studies" anglo-saxonnes (science, Cultural, women, Gender, ...) relève pour une bonne part d'une dynamique de transgression qui est la signature des recherches rassemblées sous l'étiquette un peu trop commode de post-modernité. Ces études passent outre les obstacles de diverses natures qu'elles ont rencontrés tout au long de leur parcours. Transgression des règles de la coexistence des femmes et des hommes et de leurs statuts respectifs, transgression de l'ordre symbolique fondé sur la différence sexuelle, transgression des équilibres entre dominants et dominés, minorités et groupes majoritaires, transgression des frontières raciales et ethniques, des sexualités multiples, transgression des savoirs institués et des pratiques institutionnalisées, transgression des formes communément admises de qualification et de disqualification quel que soit leur domaine de compétence, la liste est loin d'être exhaustive.

Elles s'inscrivent dans le cadre global de la crise de l'autorité que soulignait Hannah Arendt (1989). L'obéissance sur laquelle s'appuient les structures traditionnelles de la société cède la place à une contestation généralisée des pouvoirs et des savoirs établis, ainsi que des pratiques

qui les légitime. C'est la raison pour laquelle la grille de lecture habermassienne manque de pertinence pour décrire et expliquer ces transformations profondes. Ces transgressions ne respectent pas l'ordonnement habermassien de la société démocratique autour d'un pouvoir impersonnel et objectif, exercé par une autorité rationnelle légale considérée par les premières comme forme symbolique des pouvoirs disciplinaires. Il s'agit de repenser et de refonder les cadres mêmes de la pensée, ses instruments, ses objectifs et ses méthodes. En ce sens on ne saurait prêter trop d'attention aux bouleversements tant épistémiques que politiques (ils ne font d'ailleurs qu'un dans cette approche) issus de cet aggiornamento radical. Puisque tout consensus y est lu comme le produit d'un pouvoir imposant ses propres contraintes, alors le consensus fondamental sur lequel repose la définition de la rationalité comme bien commun et langage universellement partagé, doit faire l'objet de remises en question prioritaires. L'approche rationnelle devient une option parmi d'autres, renvoyée dans le foisonnement infini des possibles ouverts par sa contestation même. La radicalité de ces transgressions tient à l'étymologie du mot radix, la racine, désigne l'endroit où il faut aller prendre la production de la réalité à bras-le-corps.

Deux conséquences importantes se font jour alors. Repenser et contester l'ensemble des pouvoirs établis aboutit à remettre en chantier l'ensemble de nos savoirs, sans exclusive. L'effort entrepris est considérable et ses effets se font sentir à tous les niveaux de production et de transmission des connaissances, même s'il rencontre bien évidemment de nombreux obstacles en chemin, parmi lesquels le "national-rationalisme" français (Latour) mais aussi les tenants nord-américains d'un rationalisme attaché à la tradition intellectuelle occidentale (Searle, 1998). La deuxième conséquence concerne la cohésion de ces remises en question, la dimension organisationnelle qui est la leur. J'entends par là le fait qu'une seule d'entre elles entraîne nécessairement toutes les autres.

L'effet domino de cette ingénierie de la transgression a pour résultat de ne laisser indemne aucune forme d'autorité préexistante d'une part ; de mettre en évidence le fait que toutes les formes d'autorité sont coextensives les unes aux autres et ne peuvent donc être pensées séparément, d'autre part. Les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes sont indissociables des rapports de pouvoir institutionnalisés dans la famille, l'école et l'éducation en général ; remettre les premiers en question aboutit naturellement à contester les formes d'expression du pouvoir exercé sur les enfants et les adolescents, mais aussi sur les groupes minoritaires et/ou dominés. C'est pourquoi Arendt a raison de dire que la crise de l'autorité est la

crise de toutes les formes d'autorité quelles qu'elles soient, dans la mesure même où, dit-elle, le monde perd les assises sur lesquelles il était fondé (Arendt, 1989). La fin de l'autorité signifie donc la fin du monde que nous connaissons jusqu'à présent (Renaut, 2004) et Kant n'a pas craint d'interpréter ce mouvement - déjà entrevu au moment de l'émergence de l'esprit des Lumières - comme une sortie de l'humanité de l'âge de la minorité. Une certaine indocilité devient le mode d'existence des sujets contemporains de la post-modernité, même si d'autres docilités se reforment ailleurs, autrement, et si l'hétéronomie veille sur les tentatives d'autonomisation trop bruyantes.

Conjuguant autorité et tradition, Hannah Arendt met en avant le rôle de la mémoire dans l'édification de l'autorité, et donc l'ébranlement qu'elle subit à travers la contestation de cette dernière. Pour autant, la fin de l'autorité me semble moins signer la défaite des technologies de pouvoir mémorielles, que celle de certains champs d'application de ces dernières ; autrement dit le travail qui est en cours aujourd'hui à travers l'ensemble des champs épistémiques constituant les sciences humaines et sociales (et dans une moindre mesure les sciences exactes et médicales, on pense notamment aux recherches d'Isabelle Stengers ou de Tobie Nathan), consiste davantage à mettre en évidence les algorithmes de la mémoire, ces représentations sociales préconstruites dont procèdent la sélectivité de la mémoire. Ainsi il s'agit moins de perdre la mémoire que de porter au jour des pans entiers de celle-ci occultés par les stéréotypes et les jugements de valeur qui nervurent l'épistémé historique. Peu à peu émergent de l'Histoire considérée comme discours et comme "grand récit", l'histoire des vaincus oblitérée par les vainqueurs, l'histoire des peuples colonisés, celle de l'esclavage, l'histoire des femmes, celle des minorités sexuelles, ou bien encore l'histoire des classes économiques défavorisées comme le montre le travail remarquable d'Howard Zinn (2002) sur l'histoire populaire des Etats-Unis, qui répond en écho aux textes de John Steinbeck. Zinn change de perspective en choisissant de raconter l'histoire des acteurs les plus modestes et les plus ignorés de la socioculture américaine : jeunes ouvrières du textile, esclaves en fuite, syndicalistes, rebelles noirs, indiens, soldats déserteurs. Pour lui, "la plupart des historiens sous-estiment les mouvements de révolte et accordent trop d'importance aux hommes d'Etat, nourrissant ainsi le sentiment d'incapacité générale chez les citoyens... L'histoire qui maintient en vie la mémoire des mouvements populaires suggère de nouvelles définitions du pouvoir" (Zinn, 2002, p. 752).

Ces transgressions s'articulent sur la question essentielle des origines de l'autorité ; c'est pourquoi la perspective historiciste est si révolutionnaire au sens khunien du terme. Poser la

question de savoir où l'autorité s'enracine revient à la détacher de son support transcendant, à la réintégrer au sein du jeu des rapports de force, à la rabattre sur les mécanismes qui l'instituent comme telle, à comprendre que les *logoi* (les arguments) se confondent avec les *topoi* (les lieux de production des arguments) rendant indissociables les procédures de validation et celles de légitimation. En sorte que cette ingénierie de la transgression recouvre une politique de la réappropriation qui consiste à se réappropriier les problèmes, mais aussi leurs modes de formulation et leurs modes de résolution. Quatre principaux effets sont à souligner : le premier concerne la levée des interdits et des tabous de la pensée visant à protéger des territoires et des acteurs privilégiés ; la disparition des domaines réservés obligent à se saisir de questions jusque là privatisées par des instances légitimes, à repolitiser ce qui avait été dépolitisé par l'institution des figures de l'expertise. Ce mouvement est particulièrement sensible dans le secteur des sciences médicales, biologiques et génétiques et se traduit par une distribution nouvelle rabattant ces dernières du côté des questions dites "de société".

Le deuxième effet concerne très logiquement la dynamique de contestation des experts et de leurs pouvoirs d'expertise, la volonté de remettre ces questions en circulation, de procéder à leur réappropriation collective et profane. La fin de l'autorité semble signer par conséquent la fin de l'expertise, entendue comme savoir hiérarchisant et exclusif. Elles débouchent sur une recomposition et un renouvellement des alternatives dans lesquelles le monde semblait jusqu'alors enfermé, le véritable pouvoir étant probablement celui de fixer les termes de l'alternative, c'est-à-dire de dessiner les frontières de la pensée. Elles nous rappellent que le monde s'épuise dans la mécanique vertueuse des *ou bien/ou bien* qui se plaisent à confondre la carte et le territoire, les *réalia* et les *dicta*.

Le troisième effet important tient dans les différents modes de la réappropriation individuelle et collective. Ils correspondent en effet à la dynamique de "prise de parole" théorisée par Michel de Certeau comme prise de pouvoir, à cette opération au moyen de laquelle chaque individu et chaque groupe redevient sujet de son histoire. C'est la raison pour laquelle la problématique des porte-paroles est si déterminante, comme le soulignait Bourdieu dans ses travaux sur le pouvoir symbolique du langage. Médiatée, la parole est aussitôt abdiquée : l'écart entre celle-ci, celui ou celle qui la porte et les sujets qui la délèguent, creuse l'espace de nouveaux dessaisissements. Ne pas parvenir à résoudre cette question cruciale de la parole portée et emportée, entraîne des conséquences politiques majeures telles que celles des faibles taux de

représentation syndicales en France, ou l'absence de réelle mobilisation sociale autour de problèmes jugés cependant essentiels.

Le dernier effet enfin, concerne la nécessité qui est faite par les Cultural, Science et Gender Studies de remplacer rapidement la posture de dénonciation des pouvoirs établis et la revendication de l'accès à la prise de parole, par une posture de recherche et d'analyses approfondies produisant des savoirs rigoureux, aptes à affronter sur un pied d'égalité les savoirs classiques. Si, comme le soutient à raison Isabelle Stengers, il n'y a pas de savoir spontané mais seulement des savoirs acquis au long du temps et des efforts nécessaires à leur élaboration, alors il ne s'agit pas de transformer la connaissance en un champ de ruines stériles, comme le propose l'américain Richard Rorty (1995) à travers sa théorie du pragmatisme, mais de contribuer à rebâtir celle-ci sur des fondations nouvelles, au terme de généalogies et d'archéologies n'ayant épargné aucune des idoles de la modernité.

En sorte que ces études paraissent moins déboucher sur un relativisme généralisé et démobilisateur, que sur un perspectivisme assumé et novateur répondant en écho au projet nietzschéen appelant à la multiplication des points de vue et à la pluralisation de la connaissance qui en résulte. En renvoyant le projet et le contenu des savoirs du côté des interprétations infinies et des significations fragmentaires, ces études rompent avec la nostalgie pérenne d'un savoir absolu et totalisant qui gît au fond de notre définition implicite et explicite du connaître, oublieux de ce que la vérité s'est toujours confondue avec ce qui était, socialement, culturellement et donc cognitivement, tenu pour vrai. "Qu'une grande somme de croyances soit nécessaire ; que l'on soit en mesure de juger ; qu'il n'y ait pas de doute possible quant aux valeurs essentielles : c'est la condition préalable de tout vivant et de son existence. Il est donc nécessaire qu'il y ait des choses tenues pour vrai, non pas des choses vraies" (Nietzsche, 1947, page 97). Cette phrase éclaire utilement le travail généalogique des Studies ; il ne s'agit pas en effet d'abandonner l'exigence de vérité, indissociable du projet de toute connaissance et seule à même de ne pas renvoyer dos-à-dos les propositions divergentes ou contradictoires, mais plutôt de ne pas être dupes de sa fonction utilitaire, autrement dit de ne pas croire à une vérité absolue, indépendante de la combinatoire des perspectives qui la constituent.

Nul besoin de se rallier pour autant au pragmatisme de Richard Rorty qui utilise cette voie pour renoncer à la connaissance de la vérité au profit de la recherche d'un accord consensuel entre les individus - visant à l'établissement ce que Latour appelle un monde commun - et

troquant "l'espoir contre le savoir". La vérité se tient chez Rorty du côté de "ce qu'il y a de mieux à croire", ce qui ne va pas sans poser de nombreuses questions dont ce n'est pas le lieu de débattre ici.

Notre analyse est plus strictement nietzschéenne : il s'agit de définir la vérité comme précisément identique à ce qui est tenu pour vrai, autrement dit de ne pas séparer le monde de ses interprétations mais de considérer le monde comme la somme des représentations, mouvantes et diverses, que nous en avons. Cette approche n'est pas pragmatique mais antimétaphysique : elle est le signe de l'abandon des platonismes récurrents et de leurs stratégies nourries des mythologies vivaces de "l'arrière-monde" et du fondement ultime, mais elle ne se détourne pas pour autant de l'effort entrepris pour produire à partir de là des savoirs exigeants et rigoureux qui ne soient pas des activismes, autrement dit de simples instruments des résistances sociales organisées, et des épistémés qui ne se réduisent pas à leur valeur et à leur portée politiques. Habermas a raison ici, semble-t-il, de refuser "l'adieu à la raison", affirmé par Rorty ou Feyerabend, en associant ce refus à l'idée de la non pertinence de la question du fondement ultime. Mais il a lui-même trop fait l'économie des hypothèses de la déconstruction d'une part, et manifesté une trop grande confiance dans la capacité du langage à garantir le bien-fondé du consensus commun et à mobiliser des normes universelles – donc débarrassées du caractère historique et contingent mis à jour par les Studies - d'autre part, pour constituer à cet endroit un véritable recours théorique.

Les épistémologies féministes et la problématique du "Standpoint" : une nouvelle théorie de la pratique

Les épistémologies féministes issues des études de Genre participent activement de ce perspectivisme théorique et pratique. Un certain nombre de chercheuses (Hartsock, 1997 ; Harding, 2003) partagent une approche commune appelée "standpoint theory" que l'on peut traduire en français par "théorie du positionnement" . Celle-ci est élargie par les travaux de Donna Haraway (1991) sur la théorie de "la connaissance située". Elles supposent que puisqu'une épistémologie, c'est-à-dire une théorie normative de la connaissance, est le produit d'opérations effectuées par des acteurs en contexte, influencés par des déterminismes historique et socioculturel, alors il existe de nombreuses épistémologies possibles et chacune d'entre elles constitue un standpoint propre aux caractéristiques intrinsèques de ses acteurs, à partir duquel varient les analyses de la réalité. Les standpoints féministe, ouvrier, gay, afro-américain ou altermondialiste dessinent la bigarrure d'un monde tissé de points de vue, de représentations

complémentaires ou divergentes, d'expériences irréductibles. Il s'agit donc de valoriser la réalité des groupes dominés afin de leur donner du pouvoir, en mettant en valeur les savoirs différents qui procèdent de leur positionnement spécifique.

La grande difficulté provient de la mise au point des méthodes de la recherche corrélatives à cette approche, difficulté qui traverse l'ensemble des études sur le Genre, et plus spécialement les études nord-américaines. Le standpoint établit des contraintes méthodologiques articulées autour de plusieurs requisits fondamentaux. En premier lieu, les chercheurs se doivent en effet de restituer scrupuleusement la vérité du point de vue des sujets, et les spécificités de leur perspective singulière, sans jamais interférer avec elles. Ensuite, ils doivent se garder de toute velléité d'interprétation selon un cadre théorique prédéfini, privilégiant ainsi de fait l'approche ethnographique et les récits de soi propres à aménager l'accès à une prise de parole fluide et sans entraves.

Cette approche a fait naître au sein des spécialistes en études de Genre un certain nombre de réactions (Stanley, 1990 ; Hesse-Biber, 1999) liées à la définition même de la mission du chercheur. Se doit-il d'être un simple relais, une médiation invisible qui a pour fonction de porter la parole des groupes dominés sans plus d'interférences que ne le ferait un micro ou un stylo ? Ou bien a-t-il en charge le travail de restitution de la singularité de ces expériences au sein d'ensembles plus vastes, qu'il convient d'articuler soigneusement les uns aux autres en prenant les risques inhérents à toute interprétation ? S'il n'y a pas, comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, de savoir "spontané", alors expérimenter une situation, éprouver des affects, ne transforment pas pour autant ses auteurs en experts de leur propre vécu. La connaissance demeure une médiation lourde et épaisse, un dispositif opacifiant ayant pour effet de mettre à distance et de rompre avec une immédiateté imaginaire. La singularité des points de vue prend forme et sens au cours de cette opération à travers laquelle elle accepte de se dissoudre dans une combinatoire plus vaste, qui est la condition nécessaire de la légitimation de l'expérience qui la sous-tend. Les perspectives demandent à être à leur tour mises en perspectives afin d'acquérir la valeur et la portée qu'elles revendiquent.

Une telle démarche pose avec acuité la question du lien, dans le cadre d'une épistémologie de Genre, entre sujet connaissant et objet de la connaissance. Elle ne peut donc être évacuée aussi simplement. La revendication d'expertise propre à chaque point de vue singulier s'articule sur la dimension politique de la singularité, notamment lorsqu'elle provient de groupes

minoritaires dans la société, tel que celui des femmes. L'expérience des individus qui composent ces groupes est conçue comme un savoir au sens où elles mobilisent des connaissances spécifiques gouvernant les actions de ces individus, leur permettant de dégager des informations à partir desquelles ils vont prendre place, fonction et sens dans la combinatoire des interactions communicationnelles et sociales. Il s'agit d'un savoir pratique, à la fois implicite et explicite qui, comme tel, ne peut être simplement relégué en deçà des discours qui l'appréhendent. En outre, ce savoir pratique renseigne l'ensemble des acteurs sociaux sur les mécanismes fondamentaux qui structurent leur perception du monde, en particulier, puisque c'est lui qui m'intéresse ici, celui du Genre. Les rapports sociaux de sexe induisent ainsi des capacités d'analyse différentes selon le positionnement dans l'économie du Genre. En ce sens les analyses issues de l'expérience sociale des femmes sont des sources d'information importantes qui ont autorisé le très vaste questionnement qui se déploie autour d'elles et qui concernent l'ensemble des secteurs de la production de la réalité culturelle et sociale.

On comprend mieux ici comment et pourquoi l'épistémologie de Genre interpelle les sciences et leurs modes de fonctionnement, comment elle questionne en profondeur la théorie de l'objectivité du chercheur et son apesanteur décrétée mais sans cesse mise en défaut, pourquoi elle milite en faveur de l'élaboration de nouveaux savoirs échappant à la position devenue pour beaucoup intenable de la production scientifique du savoir, et de ses acteurs. Il faut également souligner que ces remises en cause ont permis aux scientifiques eux-mêmes d'apprendre à questionner leur propre travail, les représentations qui le fondent et les croyances qui l'animent. Ses études ont ceci de particulier qu'elles ont permis de nombreux progrès dans des domaines fort éloignés en apparence des problématiques du Genre, et ce n'est pas le moindre de leur mérite. C'est la raison pour laquelle Sandra Harding (1991) développe le concept d' "objectivité forte" en affirmant que l'objectivité scientifique qui préexistait à l'épistémologie du Genre manquait de force, au sens où elle n'avait pas intégré l'importance de l'idée de la relation entre savoir d'un côté, et relation sociale et politique au monde de l'autre.

L'objectivité réelle émerge ainsi de la prise de conscience de la part des chercheurs de tout ce qui la menace et l'obscurcit, des pré-supposés inconscients qui faussent leurs analyses. Elle procède en même part du développement des réflexions sur les effets qu'elle va contribuer à induire. En sorte que l'engagement du chercheur traduit une lucidité accrue quant aux structures et aux formes qui commandent et organisent l'ensemble de ses recherches.

Bibliographie

ARENDDT, Hannah, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1989.

FEYERABEND, Paul, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Le Seuil, 1979.

HARAWAY, Donna, *Simians, Cyborgs and Women. The Reinvention of Nature*, New-York, Routledge, 1991.

- "Situated Knowledges. The Science Question in Feminism as a Site of Discourse on The Privilege of Partial Perspective", in Evelyn Fox-Keller et Helen Longino (eds), *Feminism and Science*, Oxford, Oxford University Press, 1996, pp. 249-263.

HARDING, Sandra, *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press, 1986

- *Whose Science ? Whose Knowledge ?* Ithaca, Cornell University Press, 1991.

- (ed), *The Feminist Standpoint Theory Reader. Intellectual and Political Controversies*, New-York, Routledge, 2003.

HARTSOCK, Nancy, *Money, Sex and Power*, Longman, 1984.

- *The Feminist Standpoint Revisited and Other Essays*, The Perseus Books Group, 1997

HESSE-BIBER, Sharlene et al., (eds) *Feminist Approaches to Theory and Methodology. An Interdisciplinary Reader*, New York, Oxford University Press, 1999.

LATOUR, Bruno, *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, Le Seuil, 1993.

- *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie ?* Paris, La Découverte, 1999.

NIETZSCHE, Friedrich, *La volonté de puissance*, Paris, Gallimard, Tome I, 1947.

RENAUT, Alain, *La fin de l'autorité*, Paris, Flammarion, 2004.

RORTY, Richard, *L'Espoir au lieu du savoir. Introduction au pragmatisme*, Paris, Albin Michel, 1995.

- *L'homme spéculaire*, Paris, Le Seuil, 1990.

SEARLE, John, *La construction de la réalité sociale*, Paris, Gallimard, 1998.

STANLEY, Liz, (ed) *Feminist Praxis. Research, Theory and Epistemology in Feminist Sociology*, Londres et New York, Routledge, 1990.

STENGERS, Isabelle, *Cosmopolitiques*, tome I, *La guerre des sciences*, Paris, la Découverte, 1996.

ZINN, Howard, *Une Histoire populaire des Etats-Unis de 1942 à nos jours*, Paris, Agone, 2002.